

Divay, Gérard et Collin, Jean-Pierre (1977) *La communauté urbaine de Montréal : de la ville à l'île centrale*. Montréal, I.N.R.S. – Urbanisation, 252 pages. Rapport de recherche.

Volume 22, numéro 55, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021384ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021384ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1978). Compte rendu de [Divay, Gérard et Collin, Jean-Pierre (1977) *La communauté urbaine de Montréal : de la ville à l'île centrale*. Montréal, I.N.R.S. – Urbanisation, 252 pages. Rapport de recherche.] *Cahiers de géographie du Québec*, 22(55), 105–106. <https://doi.org/10.7202/021384ar>

breux plans restants ont pu être récupérés et conservés dans différentes cartothèques et dépôts d'archives.

«L'importance de ces plans pour la recherche en histoire urbaine repose sur le très grand nombre de détails qu'ils renferment. Certains renseignements, comme la disposition des rues et la délimitation des lots, se retrouvent sur d'autres cartes urbaines, mais aucune n'indique la hauteur des bâtiments et les matériaux de construction avec autant de précision et d'uniformité que les plans d'assurances. Les historiens qui s'intéressent aux variations morphologiques, à la mise en valeur des terres urbaines, à l'architecture et à la démographie urbaines, trouvent ces plans utiles, voire indispensables, à leurs recherches».

Ces plans permettent de retracer l'utilisation ancienne du sol urbain avec une précision et un détail parfois insoupçonnés, notamment dans le cas de très petites localités pour lesquelles le plan d'assurance-incendie constitue souvent le seul document cartographique ancien disponible.

Par exemple, le plan de Baie-Saint-Paul pour 1927 nous révèle l'existence et la localisation des commerces, industries ou services suivants: boulanger, plombier, charpentier, magasin, entrepôt, banque, salle de quilles, bureau de poste, fonderie, tannerie, atelier de réparation, cours à bois, ferme d'élevage de renard, hôtels, maisons de pensions, etc.

La Cartothèque de la Bibliothèque de l'Université Laval a fait l'acquisition d'une importante série de ces plans d'assurance-incendie à très grande échelle pour plus de deux cents localités du Québec. Ces cartes anciennes constituent une richesse cartographique exceptionnelle pour des études en histoire urbaine et en histoire locale.

Dans la publication de R. Hayward, les entrées sont disposées en ordre alphabétique et chronologique, selon les différentes localités de chaque province ou pays. Pour chaque plan on donne le nom de la localité, la date, l'auteur/éditeur, l'échelle et le nombre de feuilles. La publication comprend des reproductions de plus de trente plans ou détails de plans.

Yves TESSIER
Cartothèque, Bibliothèque
Université Laval, Québec

DIVAY, Gérard et COLLIN, Jean-Pierre (1977) **La communauté urbaine de Montréal: de la ville à l'île centrale**. Montréal, I.N.R.S. - Urbanisation. 252 pages. Rapport de recherche, \$2.75 (Adresse: 3465, rue Durocher, Montréal, Qué., H2X 2C6).

Au cours de ses six premières années d'existence, la Communauté urbaine de Montréal s'est progressivement enracinée dans les attitudes et les comportements des différentes entités politico-administratives de l'île de Montréal, malgré la persistance des vives réactions d'opposition soulevées par sa création, à la fin de 1969. Comment a-t-elle réussi?

Ce rapport essaie d'apporter une réponse en examinant la performance effective de la CUM et ses conséquences au niveau local. L'acceptation de la CUM paraît en effet due à deux causes essentielles: l'évolution du rapport de force sur l'île et la stratégie d'intervention du nouvel organisme. La répartition de la croissance, moins favorable à Montréal qu'au reste de l'île, mais aussi plus favorable au reste de l'agglomération qu'à l'île elle-même, a modifié à la fois les rapports de force entre la ville de Montréal et les banlieues de l'île et les conceptions géopolitiques de ces dernières: les vingt-huit municipalités s'acheminent vers la parité avec Montréal, mais en même temps, «menacées» par les banlieues plus lointaines, elles se rapprochent des conceptions de la ville centrale. Et à travers ce double mouvement, petit à petit, la notion de ville centrale fait place à la notion d'île centrale.

Parallèlement à cette évolution qui s'est traduite sous diverses formes dans les relations intermunicipales, la CUM a adopté une stratégie très prudente d'intervention. Ses actions, soigneusement limitées, ont profité à tous les groupes de l'île, mais à des degrés divers; sans modifier en profondeur les disparités municipales, elles ont permis une redistribution du coût des services métropolitains dans le sens d'une plus grande justice

fiscale. L'analyse des réalisations de la CUM montre donc que sa création, contrairement aux tentatives similaires qui l'ont précédée, n'a pas abouti à un échec.

Par contre, la CUM n'a pas amélioré la gestion de l'ensemble de l'agglomération. Et si son existence a représenté pour les municipalités un enjeu régional, elle n'a pas encore vraiment fait naître d'enjeux régionaux substantiels: la discussion d'alternatives pour la solution des problèmes régionaux commence à peine à s'articuler.

Si donc l'enracinement et la performance de la CUM la rendent respectable en tant qu'organisme sous-régional de service, une question reste posée: quels mécanismes faudrait-il mettre en place pour permettre l'émergence d'un leadership qui soit vraiment métropolitain?

Communiqué

ZIEGLER, Jean (1976) **Une Suisse au-dessus de tout soupçon**. Paris, Seuil. 188 pages. Coll. Points A16.

Le livre de Jean Ziegler s'est donné comme but premier de démontrer la fausseté de l'image traditionnelle de la Suisse, pays «neutre». Ce livre de dénonciation anti-impérialiste s'appuie sur une analyse marxiste de la société suisse, de son oligarchie financière et de ses ramifications internationales. Dans *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Jean Ziegler avoue:

«En montrant la causalité de la mort, en dénonçant le processus qui, par telex, bourses, dictatures locales interposées, condamne à une existence subhumaine des millions d'hommes lointains, j'entends ainsi collaborer à la libération du peuple suisse.» (p. 187).

On distingue trois grandes parties dans l'ouvrage. Dans le premier chapitre, *l'empire suisse*, Jean Ziegler explique d'abord la restructuration récente du système capitaliste provoquée par le surgissement des entreprises transnationales. Par delà les frontières, l'entreprise transnationale, quelle que soit son pays d'origine, dicte la politique des états de la périphérie et par là même «opprime» les peuples du Tiers-Monde. Cette oppression est une conséquence naturelle du système capitaliste étant donné que celui-ci, de par sa logique interne, ne considère l'Homme qu'en tant que valeur marchande et de ce fait le prive de tout sens ou destin personnel. L'oppression demeure pourtant le fait d'un système et non d'un homme car tous les membres des diverses oligarchies sont sans aucune exception, remplaçables. Cette oppression peut, soit prendre la forme d'une grève brisée à l'aide de l'armée (mars 1973, Afrique du Sud, grève des employés d'Alusuisse, société engagée dans la production d'aluminium) ou soit d'un abus de pouvoir pur et simple, (Paraguay 1974, Adela/Capsa contrôle le marché de soya et peut donc imposer un prix de vente «avantageux» et... une disette alimentaire forcée).

L'auteur examine ensuite la fonction traditionnelle de la Suisse, le recel du capital international. Le système capitaliste mondial a besoin d'un endroit sûr, d'abord pour entreposer, puis pour réinvestir le capital accumulé par son fonctionnement dans le monde. Cet endroit doit être stable politiquement et posséder une législation bancaire assurant le secret sur les opérations financières. La Suisse, ou plutôt son système bancaire et son oligarchie financière, se sont très tôt spécialisés dans ce genre d'opération. Souvent la majorité des profits réalisés dans les pays de la périphérie, soit par les entreprises transnationales, soit par les oligarchies locales, sont expédiés dans les pays du centre plus sûrs. En cas de crise politique, ce «capital en fuite» peut représenter des sommes énormes. Tel fut le cas en République Dominicaine, au Chili, dans les pays de la péninsule indochinoise ou, plus récemment, en Italie. Le capital accumulé de façon frauduleuse passe très souvent par les comptes bancaires suisses avant d'être «légalement» réinvesti dans des entreprises plus «propres». Le système capitaliste suisse joue donc, sur le plan international, le rôle de receleur de grande classe.

Pour montrer le fonctionnement répressif du capitalisme mondial, l'auteur examine le cas du Chili pendant le gouvernement de Salvador Allende. Plusieurs mesures de sabotage économique furent utilisées, depuis le refus pur et simple d'honorer les contrats jusqu'aux difficultés d'emprunts en passant par le ralentissement des livraisons ou par la